

Réponse à la Déclaration gouvernementale 2006

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,
Chers Collègues,

La déclaration du gouvernement sur sa politique générale m'inspire la plus profonde méfiance.

M. Verhofstadt, dans son introduction, se compare à un preux capitaine de navire, tenant ferme la barre, affrontant vagues déferlantes et embruns. Il s'est donné une mission ; il poursuit un rêve – je cite ses propres mots.

Le lyrisme du Premier Ministre ne me touche point. Son rafiot, c'est le Titanic. Son rêve (le rêve des socialo-libéraux), c'est le cauchemar du peuple belge...

M. Verhofstadt se félicite de l'élection, pour deux ans, de la Belgique au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Un strapontin au « Machin » (dixit De Gaulle) rend notre Premier Ministre fier et heureux. Laquais de l'ONU, de l'OTAN, des USA, notre pays envoie plus de 1 000 soldats opérer à l'étranger. Des soldats belges ont été envoyés au Liban, où ils risquent leur vie pour concrétiser le projet fou de Bush, rêvant de redessiner un Grand Moyen-Orient conforme à ses vœux impérialistes, à ses ambitions mercantiles. L'armée israélienne a déversé au Sud-Liban des milliers de mines antipersonnelles. Cette stratégie terroriste de Tsahal expose la vie de nos militaires. Qui donc, ici, peut se féliciter des risques de mutilation qu'ils encourent ?

En Afghanistan, les Belges remplacent des soldats américains en partance pour l'Irak. Et, de ce fait, provoquent la haine des islamistes. Une menace terroriste pèse sur notre pays – pour une cause qui nous est étrangère. Au Kosovo, les Belges sont les tirailleurs sénégalais de l'Etat-Major de l'OTAN. Ils sont les complices des terroristes de l'UCK, terroristes musulmans qui chassent nos frères serbes de Mitrovica, détruisent églises et monastères et pratiquent une épuration ethnique dont ne semble pas se soucier les grandes consciences salariées... Notre armée « investit également dans la paix et la démocratie » au Congo, nous dit M. Verhofstadt. Attendons encore quelque temps. Ce discours, il lui faudra le tenir devant les veuves et les orphelins de ceux qui seront tombés sous l'uniforme d'une armée mercenaire, pour la plus grand bénéfice des multinationales.

M. Verhofstadt nous parle ensuite de l'Europe, notre grande patrie. J'étais prêt à l'acclamer, mais hélas... son Europe n'est pas l'Europe des peuples et des cultures, l'Europe de la liberté, de l'identité et de la grandeur. Son Europe n'est pas une Europe *européenne*. Ce n'est qu'un premier pas vers un gouvernement mondial, dictatorial. Supprimer la règle de l'unanimité dans l'Union signifie bafouer la démocratie. Etablir la dictature de majorités de rencontre brimant les peuples. L'Europe est un arc-en-ciel. Si l'on supprime une seule couleur de cet arc-en-ciel, la voûte céleste devient grise. Uniforme. Sans vie... L'Europe que le Front National appelle de ses vœux sera une Europe sans hégémonie, une Europe basée sur l'égalité des peuples souverains. De l'Irlande à la Grèce, nos peuples se sentent profondément européens. Mais l'Europe, terre d'Ulysse, de la Lorelei, des Chevaliers de la Table Ronde, des héros de la Reconquista, ce n'est pas le pâle projet technocratique que quelques marchands ont baptisés « Constitution ». C'est au nom de l'Europe que les peuples français et hollandais ont rejeté cette Constitution – qui prétendait ouvrir les portes de l'Union à la Turquie, pays étranger à notre culture pluriséculaire, et dont la soldatesque occupe toujours le nord de Chypre !

Non, votre Europe n'est pas la nôtre. Et votre Europe n'assure pas une paix durable. Auriez-vous oublié les bombardements de Belgrade, en 1999, ordonnés par vos maîtres américains, et auxquels

l'armée belge a participé, pour notre déshonneur ?

Abordons maintenant le point fort de votre exposé : l'économie.

La Banque Nationale prévoit une croissance de notre économie de 2,7% pour 2006. L'esprit d'entreprise se propage. Bravo... à nos entrepreneurs, à nos responsables de PME, à nos cadres, à nos ouvriers d'élite. Mais le gouvernement socialo-libéral y est-il pour quelque chose ? J'en doute. J'en doute fort.

Depuis 2003, 157 000 nouveaux emplois ont été créés. Peut-être... Mais quels emplois ? A quel avenir peut rêver un travailleur intérimaire, un fonctionnaire contractuel, un ouvrier en situation précaire, un employé menacé par les délocalisations ? Un nombre sans cesse croissant de Belges travaille pour un salaire à peine supérieur au montant des allocations de chômage. Une réussite économique se traduit par la création d'emplois stables ; une réussite sociale se traduit par des salaires décents, permettant à chacun de vivre dignement du fruit de son travail.

M. Verhofstadt modère d'ailleurs son optimisme, affirmant que « les fermetures d'entreprises et les licenciements de personnel sont malheureusement des réalités inévitables dans notre économie actuelle ». Il ajoute même que « d'autres grandes restructurations paraissent inéluctables à l'avenir »... Mais de fermetures d'entreprises en licenciements, de réalités inévitables en restructurations, que restera-t-il de son *autosatisfecit* ?

M. Verhofstadt semble éprouver pour Al Gore, candidat malheureux à l'élection présidentielle américaine en 2000, une véritable passion. Cet écologiste semble être devenu son gourou. A grands renforts de trémolos, le Premier Ministre nous parle du danger des émissions de CO2 et du réchauffement planétaire, des ouragans, de la fonte des glaciers. Mais, ajoute-t-il, rien n'est inévitable. Et de proposer la solution : il suffit de lever une nouvelle taxe sur les emballages en plastique et en aluminium ! Taxe qui ne sera d'application qu'après les élections de juin 2007. Certes, la planète ne sera pas sauvée. Mais le budget du Gouvernement sera ainsi plus facilement « bouclé ». Cette mesure n'est pas une taxe « écologique », mais une taxe sur la consommation. D'un impôt nouveau... qui avait déjà été proposé voici un an et qui avait été retirée précipitamment !

Grandes mesures sociales annoncées : la réforme des loyers et l'accès à la propriété.

En ce qui concerne les loyers, M. Verhofstadt propose un tarif TVA réduit pour la rénovation de constructions situées dans les quartiers défavorisés des grandes villes, mais ce taux de TVA reste encore trop élevé. Et les villes petites et moyennes sont oubliées...

Il affirme vouloir favoriser l'accès à la propriété en limitant la flambée des prix. Pour ce faire il veut poursuivre des projets pilotes permettant aux locataires et aux propriétaires de contenir les prix des loyers. Et il se débarrasse sur les Régions de toutes les modalités d'exécution. Ces Régions qui sont toujours sollicitées pour assurer l'équilibre budgétaire...

Curieux que toutes ces mesures ne soient proposées qu'en fin de législature, à l'approche des élections. Elles ne seront peut-être jamais d'application.

Autres mesures sociales : le revenu d'intégration (qui ne sera relevé que de 2%) et le salaire minimum (12,50 euros d'augmentation mensuelle). M. Verhofstadt sait que cette dernière mesure ne vaudra qu'en cas de conclusion d'un accord entre partenaires sociaux. Or, les discussions débutent seulement et nul ne peut augurer des résultats.

L'éradication de la fraude fiscale devrait rapporter à notre pays 256 millions d'euros, dit-il. Et la lutte contre le travail au noir 100 millions d'euros. Mais comment quantifier la fraude fiscale et le travail au noir ? De la même manière que l'on évalue l'importance de l'immigration illégale, sans doute ? En se fiant aux conclusions de « spécialistes » autoproclamés.

M. Verhofstadt obtient un beau résultat... sur le papier. Son budget est fictif, soumis à mille conjectures.

Il paraît que, dans notre pays, la criminalité aurait chuté. M. Verhofstadt déclare « n'avoir encore jamais entendu personne nier ce fait ». Sans doute devrait-il être davantage à l'écoute de la population. La criminalité augmente, au contraire.

Ne craignant guère les contradictions, le Premier Ministre le confirme lui-même. Je le cite : « Malgré des chiffres de criminalité en baisse, les chiffres des agressions sont en hausse, tout comme pour les homicides, le racisme et la violence physique ».

Il qualifie homicides et violences de « phénomène de société ». Fléaux de « notre monde complexe », avec le « racisme ». Moralisme, prêt-à-penser, conformisme embrument la fin de la déclaration gouvernementale.

La réforme de la Justice est une imposture, un camouflet aux milliers de victimes oubliées par Mme la Ministre de la Délinquance. Le laxisme demeure. L'hypocrisie de cette « réforme » justifierait à elle seule mon refus total d'accorder la confiance à ce Gouvernement.

